



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets.
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 22/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEMATEC

799 chemin des dolmens
82300 Monteils

Références : FT / 2024-1223
Code AIOT : 0006804621

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement SEMATEC implanté Lieu dit Chemin Long et Lavergne 82800 Nègrepelisse. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMATEC
- Lieu dit Chemin Long et Lavergne 82800 Nègrepelisse
- Code AIOT : 0006804621

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEMATEC, dont le siège social est situé au lieu-dit «Le Roc» à MONTEILS, est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Nègrepelisse, aux lieux-dits «Chemin long» et «Lavergne», une carrière de sables et graviers alluvionnaires. L'autorisation actuelle est valable jusqu'au 17 mai 2026. La superficie totale de la carrière est d'environ 41 ha. La production maximale autorisée annuellement est de 130 000 tonnes. L'exploitation des matériaux alluvionnaires se déroule à ciel ouvert. Les matériaux extraits sont destinés à être utilisés après transformation (criblage, concassage) dans divers chantiers de travaux routiers. Les activités du site sont couvertes par les rubriques 2515-1 sous régime de l'Autorisation, 2517-1 sous le régime de l'Enregistrement et la 2515-1-b sous Déclaration.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Inspection des Installations Classées (IIC) constate sur la parcelle n°0102 (section ZP), du territoire de la commune de Nègrepelisse, les installations et activités connexes aux activités de la carrière. Hors à date cette parcelle contigüe de l'emprise de la carrière n'est pas incluse dans le périmètre autorisé d'exploitation, alors que des équipements y sont présents sans lesquels l'exploitation ne peut se faire. En effet cette parcelle d'accès au site autorisé et de fait utilisée comme entrée identifiée du site avec panneaux et clôture ad-hoc.

L'IIC demande à l'exploitant d'intégrer la ou les parcelles concernées dans l'emprise de la carrière, lors du prochain dossier de demande de modification des conditions d'exploitation (agrandissement de la surface et allongement de la durée d'exploitation).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bords supérieurs Décapage.	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article 15.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Quantité apports déchets inertes extérieurs.	Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrôle eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Surveillance émissions poussières.	Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Contrôle émissions dans l'air.	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 50	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Plan topographique zones de remblais	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 16.1.5	Demande d'action corrective	6 mois
14	Aire de ravitaillement	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 25.1.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Phasage actualisé	Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 3	Sans objet
5	Méthode remblaiement.	Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 5	Sans objet
9	Contrôle niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 8	Sans objet
10	Protection réseau d'irrigation.	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 11	Sans objet
11	Aire de réception inertes extérieurs.	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 16.1.3	Sans objet
12	BSD apports extérieurs	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article 16.1.4	Sans objet
15	Eaux pluviales Zone ravitaillement/entretien. 2517 E	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 31	Sans objet
16	Eaux de procédé.	Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 25.3	Sans objet
17	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Sans objet
18	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article art 20	Sans objet
19	Extincteurs Arrêts	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 16	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'Urgence. 2517 E		
20	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 18	Sans objet
21	Vérifications périodiques.	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 22	Sans objet
22	Procédures et consignes d'exploitation.	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 21	Sans objet
23	Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière visite d'inspection en date du 19 janvier 2017, le système de gestion administrative et réglementaire du site connaît une amélioration continue.

La visite d'inspection permet de relever deux non-conformités mineures et de formuler des écarts par rapport à la réglementation sur le suivi piézométrique des eaux souterraines ainsi que la surveillance des retombées de poussières.

Il appartient à l'exploitant d'adresser un échéancier de la mise en œuvre des actions correctives et d'informer la DREAL des actions accomplies.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bords supérieurs Décapage.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article 15.4.4
Thème(s) : Situation administrative, Respect bande 10 m décapage.
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 m des limites du périmètre de la zone autorisée.
Constats : Lors de la visite du périmètre autorisé, sur la partie Nord de l'emprise au niveau de la zone 2c actuelle il est constaté des travaux de décapage à l'intérieur de la bande des 10 m. L'exploitant précise utiliser l'horizon supérieur de terre végétale afin de réaliser les merlons périphériques sur la bande des 10 m. L'inspection rappelle à l'exploitant que dans la bande des 10 m aucun travaux de décapage ne peut avoir lieu, car ceux-ci sont considéré comme des travaux d'extraction, par contre une piste peut passer dans la bande des 10 m sans qu'il y ai besoin de réaliser un décaissement pour la créer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant remettra l'horizon supérieur provenant de la bande des 10m en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 9
Thème(s) : Situation administrative, Limites emprise, Bornage NGF.
Prescription contrôlée : <p>Avant toute extraction, un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. A cet effet, des bornes sont mises en place en tous points nécessaires, pour vérifier le périmètre de l'autorisation, en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place, visibles et en bon état, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>En complément au bornage prévu à l'alinéa précédent, l'exploitant met en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire, pour vérifier les cotes minimales de l'extraction autorisée.</p>
Constats : <p>L'exploitant présente une mise à jour du 20/12/2023 du plan d'exploitation (réf n°232194-16835, prestataire 3DSI). Sur ce plan sont représentées les bornes OGE ainsi que des "Bornes Nouvelles" BN.</p> <p>Sur le plan ne sont pas représentées de bornes de nivellement NGF.</p> <p>Sur site, lors de l'inspection visuelle en zone Nord de la carrière, les "bornes nouvelles" BN ciblées I, G, et H ne sont pas visuellement présentes et/ou enfouies dans les merlons périphériques.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de maintenir en bon état les bornes limites définies comme OGE, piquet ou Borne Nouvelle sur le plan topographique présenté le jour de l'inspection. ainsi que la mise en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire, pour vérifier les cotes minimales de l'extraction autorisée.</p> <p>Pour rappel ces bornes doivent rester en place, visibles et en bon état, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Phasage actualisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 3
--

Thème(s) : Situation administrative, Respect Phasage d'exploitation.
Prescription contrôlée : L'article 15.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1005 du 17 mai 2006 susvisé est modifié et remplacé par : «L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage de l'annexe n° 1 du présent arrêté et détaillé dans le dossier de demande de modification susvisé, le réaménagement étant effectué de façon coordonnée avec l'extraction ».
Constats : Le jour de l'Inspection sont explicitées les différentes phases d'exploitation suite au réaménagement demandé en 2018. La visite du site met en cohérence les différents phasages tels que déposés dans le dossier. L'exploitant précise être en phase 2c/2d et d'ici fin Novembre 2024 vouloir commencer les phases 3a et 3b après la réalisation du chantier de fouilles archéologiques préventives. Pour une fin d'exploitation prévue initialement fin d'année 2026. par ailleurs l'exploitant indique qu'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter (renouvellement-extension) est en cours de rédaction par son bureau d'étude (Cabinet ECTARE) et devrait être déposé prochainement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Quantité apports déchets inertes extérieurs.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 4
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité Inertes extérieurs
Prescription contrôlée : L'article 16.1. 3(2) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1005 du 17 mai 2006 susvisé est modifié et remplacé par : «Les remblaiements sont effectués avec les matériaux présents sur la carrière (matériaux de découverte, terres végétales, stériles d'exploitation...) et un apport de l'ordre de 70 000 tonnes par an de déchets inertes d'origine extérieure à la carrière. Le transport en double flux est privilégié pour l'apport de déchets inertes d'origine extérieure ».
Constats : L'exploitant précise que la moyenne sur les trois dernières années d'apports d'inertes extérieurs est de 50 000t/an mais sans le justifier le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant la transmission des registres des déchets inertes entrants des années 2021, 2022 et 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Méthode remblaiement.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 5
Thème(s) : Risques chroniques, Protocole remblaiement.
Prescription contrôlée : [...] Le remblaiement est réalisé selon le protocole suivant :° mise en place de matériaux inertes d'origine extérieure de gros diamètre en fond de fouille pour favoriser la circulation des eaux souterraines ,+ les matériaux grossiers sont ensuite recouverts de terre (épaisseur de l'ordre d'un mètre avec environ 30 cm de terre végétale). Les fines de lavage sont mélangées avec ces terres avant la mise en remblai. [...]
Constats : L'exploitant précise qu'il n'existe pas de procédures définissant le mode opératoire de remblaiement avec les matériaux grossiers en fond de fouille. Dans les faits, ce remblaiement est réalisé à l'appréciation du conducteur d'engin avec les matériaux grossiers de 120 mm et plus, trop gros pour l'installation ainsi qu'avec des matériaux issus d'inertes de démolition. Le réaménagement se fait à l'expertise de l'opérateur pelliste du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 6
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de contrôle Piézomètre.
Prescription contrôlée : - Dispositif de contrôle L'exploitant met en place un réseau de suivi de la quantité et qualité des eaux souterraines. Ce réseau est constitué de : "un piézomètre en amont (nommé PZ1),+ un prélèvement dans le plan d'eau en cours de remblayage (point mobile selon l'état d'avancement du remblayage),+ trois piézomètres en aval de la zone en cours de remblayage (nommés PZ6, PZ7 et PZ8)."
Constats : L'exploitant présente le suivi eau des piézomètres n°1, 6,7 et 8 sur 2022, 2023 et 2024. Sont demandées les précisions à l'opérateur préleveur du prestataire Lab'EAU sur le prélèvement dans le plan d'eau qui est bien effectué au fur et à mesure de l'avancement du remblayage du plan d'eau. Sont observées sur la concentration en Matières en Suspension (MES) des eaux souterraines (ES) des concentrations allant de 93 à 460 mg/L sur trois piézomètres. Les mesures de MES effectuées en 2023 donnent des concentrations de 160 à 430 mg/L sur les PZ1, 6 et 7. Avec un différentiel entre l'amont et l'aval de l'exploitation sans qu'il puisse être déduit un impact direct de l'exploitation. Ces résultats variables dans le temps indiquent une différence des ES entre l'amont et l'aval sur 2023 et 2024,sous-tendent peut-être un défaut de reproductibilité

<p>L'Inspection informe l'exploitant que ces fortes variations de concentration en MES des ES doivent faire lieu de signalements auprès de la DREAL.</p> <p>En parallèle il est noté que le suivi des rejets aqueux sur 2022 ne révèlent pas de concentration en MES supérieures à 35 mg/L.</p> <p>L'exploitant précise que les résultats des derniers prélèvements en date du 10/10/2024 montrent une différence de concentrations de MES entre l'amont et l'aval de la carrière.</p> <p>Lors de la visite de la carrière les piézomètres n°7 et n°1 (témoin en amont) présentent des défauts d'accessibilité et de la protection de ces systèmes notamment sur PZ1 sans capot de protection.</p> <p>Il est rappelé l'importance de tenir couverts et cadenassés les dispositifs piézométriques afin d'éviter toutes sources de pollution accidentelle des eaux souterraines ainsi reliées à la surface.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'analyser les résultats des concentrations en MES du suivi des eaux souterraines et d'interroger la pertinence des piézomètres en place et d'assurer une protection efficace des piézomètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Surveillance émissions poussières.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance émissions poussières.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant fait procéder à une surveillance des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles), par un organisme indépendant, dans les six mois après la signature du présent arrêté puis tous les trois ans.</p> <p>Les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le premier rapport de surveillance suite à l'arrêté préfectoral Complémentaire du 17 décembre 2018. Ce rapport date du 11 juillet 2019 pour une campagne de mesures de juin 2019. Les mesures sont réalisées par la méthode des jauges OWEN.</p> <p>Est présenté à l'Inspection le rapport d'Août 2022 réalisé par le prestataire GRANULAB (Toulouse) présentant des quantités d'empoussièrement bien inférieures à 500 mg/m2/jour et donc conformes.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de</p>

l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement précise à l'article 50 que la fréquence de mesure des retombées de poussières dans l'environnement est à minima trimestrielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à un contrôle trimestrielle des retombées de poussières dans l'atmosphère à une fréquence trimestrielle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle émissions dans l'air.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 50

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence mesures de retombées de poussières.

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).

Constats :

L'Inspection informe l'exploitant de l'obligation de réaliser des mesures de retombées de poussières dans l'atmosphère à une fréquence trimestrielle selon l'article 50 de l'Arrêté Ministériel du 10 décembre 2013. L'exploitant précise qu'il pensait, après échange avec son précédent inspecteur de la DREAL, ne pas être soumis à cet arrêté ministériel puisqu'il exclut les installations qui sont par ailleurs classées au titre de la rubrique 2515 à enregistrement

Or les activités de l'exploitation sont soumises à la rubrique 2517 sous le régime de l'enregistrement (depuis l'arrêté complémentaire du 14 octobre 2014) et à la rubrique 2515 qui relève de la déclaration depuis l'arrêté d'autorisation du 17 mai 2006 par conséquent les installations ne sont pas exclues du champ d'application de l'arrêté ministériel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de respecter la fréquence des mesures de retombées de poussières a minima trimestrielle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Contrôle niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2018, article art 8

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle niveaux sonores.

Prescription contrôlée :

« L'exploitant fait procéder à un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité, en limite de propriété et en zones à émergence réglementée, **dans les six mois de la signature du présent arrêté et tous les trois ans**. Le rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les contrôles sont effectués sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

En cas de dépassement, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives ».

Constats :

Il est présenté le rapport du 16/05/2019 de la campagne de mesures de 2019 dont les relevés sont jugés conformes.

Sur la campagne de mesures du 3 août 2022 est présentée une non conformité au point ZER 2 : du point de mesure situé de l'autre côté du Tarn, avec l'observation "l'installation n'est pas audible du fait de l'activité agricole en cours (arrosage)".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection réseau d'irrigation.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 11

Thème(s) : Risques accidentels, Bande 10m réseau eau irrigation.

Prescription contrôlée :

La protection du réseau d'irrigation présent sur le site d'extraction est assurée par une bande de terrain laissée hors exploitation de 10 mètres de part et d'autre, délimitée par une clôture. [...].

Constats :

Lors de la visite terrain, il est constaté la présence des deux bandes de 10 m de part et d'autre du réseau d'irrigation, l'exploitant précisant couvrir celui-ci d'un merlon. L'absence de clôture est justifiée en bonne et due forme par les mouvements des exploitants agricoles sur les parcelles remise en état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Aire de réception inertes extérieurs.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 16.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Benne à refus.

Prescription contrôlée :

<p>Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci sont préalablement bennés sur une aire de réception aménagée, et triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Une benne pour la réception des refus est mise en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il est constaté la présence d'une aire spécifique de déchargement des inertes extérieurs aux fins de contrôle visuel de la réception. Une benne à refus est bien présente dans cette zone dédiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : BSD apports extérieurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article 16.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, BSD apports extérieurs.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi indiquant leurs provenances, leurs destinations, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et attestant la conformité des matériaux à leur destination.</p> <p>Le bordereau, établi sur un modèle ayant reçu l'accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, est visé par le producteur des remblais et le responsable de l'exploitation de la carrière remblayée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'Inspection sont présentés les registres d'admission des matériaux inertes extérieurs, une vérification aléatoire des BSD sur 2024 est jugée conforme. L'exploitant présente les Documents d'Acceptation Préalables des matériaux inertes mis en place depuis Novembre 2024. Le document reprend ainsi tous les items exigés au titre du Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments</p> <p>Le document est jugé complet et conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Plan topographique zones de remblais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 16.1.5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registres apports et plan topographique.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais, correspondant aux données figurant sur le registre.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant qui tient bien un registre de suivi des remblais extérieurs, ne met pas en place de plans topographiques localisant les zones de remblais.</p> <p>Par contre il est présenté à l'inspection le suivi photographique mensuel réalisé par drone par l'exploitant.</p> <p>Ce suivi photo est composé d'une vue générale à 100 m ainsi que de 4 vues à 50m (4 points cardinaux).</p> <p>Ce suivi est jugé efficient et pertinent par l'Inspection, mais doit être retranscrit sous la forme d'un plan topographique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser un plan topographique permettant de localiser des zones de remblais à une fréquence utile et suffisante.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 14 : Aire de ravitaillement.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 25.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aire de ravitaillement.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche, entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les dires de l'exploitant, le ravitaillement et l'entretien des chargeurs et tombereaux se fait actuellement dans le local atelier situé en amont de l'emprise du site mais connexe aux activités. Cet atelier possède une dalle béton étanche sans être pour autant équipé d'un système de caniveau et n'est pas relié à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>Dans ce bâtiment technique se trouve la cuve GNR dans un bac étanche ainsi que les stockages de produits et fluides hydrauliques sur rétentions.</p> <p>Cependant l'exploitant affirme réaliser le ravitaillement de la pelle au niveau du pont bascule sur le dallage béton qui ne possède pas de système déshuilage débouage.</p> <p>L'exploitant s'engage à étudier les systèmes de rétention mobile permettant le ravitaillement bord à bord sur la zone de travaux sur chantier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un système de ravitaillement de ses engins de chantier permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Eaux pluviales Zone ravitaillement/entretien. 2517 E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 31
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales non polluées / polluées aire de ravitaillement.
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non polluées sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés. Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol. Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées. Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation revêtues, aires de stationnement, de chargement et de déchargement ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. [...]
Constats : L'exploitant précise que le site est équipé de bassins de rétentions successifs récupérant toutes les eaux de ruissellement sans être en amont muni d'un système déhuileur/débourbeur. Cette succession de bassins de décantation sédimente les matières en suspension (argiles essentiellement) qui sont curées annuellement et réemployées pour le réaménagement du site. Les véhicules de chantier sont équipés des systèmes absorbants (granulés, boudins, couvertures), aussi disponibles à l'atelier. La procédure interne "consignes à tenir en cas de pollutions accidentelles" (MAJ du 19/09/2019) est jugée conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Eaux de procédé.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2006, article art 25.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets interdits.
Prescription contrôlée : Le rejet des eaux de procédé issues de l'installation de traitement des matériaux dans le milieu naturel est interdit. Ces eaux doivent être entièrement recyclées .
Constats : L'exploitant définit le parcours des eaux de procédé dans le traitement des matériaux, qui après passage dans les bassins de décantation sont réutilisées dans le process. Les eaux de procédé ne font pas lieu de rejets dans le milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
--

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets PGD
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : [...]

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. **Il est transmis au préfet.**

Constats :

L'exploitant présente à l'Inspection le Plan de Gestion des Déchets en date du 24/02/2022, dont la transmission à la préfecture du Tarn et Garonne est datée du 25/02/2022. La prochaine mise à jour est prévue début 2025.

L'inspection constate que ce plan fait mention d'une utilisation de matériaux inertes extérieurs de 10 000 m³. Or cette mention n'a pas à y être présente car ne doit rentrer en compte que les déchets générés lors de l'exploitation de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article art 20
--

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de Lutte Incendie
--

Prescription contrôlée :

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant présente le dernier rapport de vérification des extincteurs (seul dispositif de lutte contre l'incendie sur site) en date du 9 septembre 2024. Lors de la visite terrain il est constaté que le local électrique des installations est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Extincteurs Arrêts d'Urgence. 2517 E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 16
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'arrêt d'Urgences.
Prescription contrôlée : Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire. Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux ou une surpression des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.
Constats : Les installations de traitement des matériaux sont équipés de Dispositifs d'Arrêt d'Urgence (DAU), dont un dans le local électrique qui est compris dans les Vérifications Générales Périodiques (VGP). La dernière VGP annuelle remonte au 29/05/2024 (changement du dispositif).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 18
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification Installations électriques.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenu en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...]
Constats : L'exploitant présente le rapport de vérification annuelle des installations électriques par l'APAVE en date du 05/03/2024 (n°105244-77-007-1) avec une observation levée. Le rapport est jugé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Vérifications périodiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 22
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques des matériels de Sécurité.
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les

<p>suppressions.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont portées dans un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le registre Sécurité du site reprenant les vérifications annuelles des extincteurs de 2020 à 2024, ainsi que les autres vérifications périodiques signées par les organismes de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Procédures et consignes d'exploitation.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article art 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédures/ Modes opératoires / Consignes.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie; - la vérification du bon fonctionnement des circuits avant toute opération de dépotage ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du « permis travail » pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et des convoyeurs ; - les mesures à prendre en cas de fuite d'un récipient ou d'une tuyauterie contenant des produits pulvérulents ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23-IV du présent arrêté ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. <p>Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que l'effectif du site est composé d'un salarié permanent au poste de la</p>

<p>chargeuse et du pesage, plus de 1 à 3 personnels sur les périodes en fonction des productions. L'exploitant présente un classeur reprenant l'ensemble des informations et consignes de fonctionnement du site (consignes en cas de pollutions accidentelles, moyens de lutte incendies, ...), les affichages sur site.</p> <p>Des actions de sensibilisation et d'information à la prévention des risques sont effectuées par l'organisme de prévention Prévenchem (dernier Flash action en date du 12/01/2022), une action d'informations théoriques et pratiques des extincteurs en date du 28 octobre 2018 a été réalisée auprès des personnels.</p> <p>L'exploitant précise la mise place sur 2025 d'actions d'information type 1/4 d'heure QSE auprès des personnels de la Société SEMATEC.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé de mettre à disposition aux personnels sur le site de Nègrepelisse toutes les procédures/modes opératoires/consignes et toutes les informations jugées utiles, initialement centralisés au siège administratif route de Corbarieu à Montauban.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception ;b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> • - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; • - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; • - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; • - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; • - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; • c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu

géographique de production ;- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;d) Concernant l'opération de traitement :- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Les informations des registres "état produits remblais enfouis", les registres de suivi des acceptations des inertes, la forme du nouveau DAP (mis en place début Novembre 2024) reprennent notamment les noms, raison sociale, adresse, siret des items:

- Expéditeurs;
- Producteur initial;
- Transporteur;
- Identification du chantier (parcelle cadastrale ou coordonnées GPS);
- Identification des Déchets;
- Diagnostic pollution...

Le système de traçabilité qui reprend les informations réglementaire est en amélioration continue.

Type de suites proposées : Sans suite